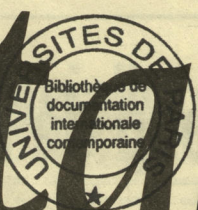


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
14 au 20 octobre 1998



10,00 F

Le Monde libertaire attaqué en Justice par un maire socialiste

La Justice contre la liberté d'expression ?

APRES LE PEN QUI N'AIME PAS nos dessins, après Debré qui n'aime pas nos commentaires sur la police, c'est au tour de Michel Pajon, maire et député P.S. de Noisy-le-Grand (en Seine-Saint-Denis), qui n'aime pas nos informations, de traîner *le Monde libertaire*, hebdomadaire de la Fédération anarchiste, devant les juges.

C'est pourtant un fait, ce député-maire social a laissé l'extrême droite intégriste construire une chapelle dans

On sait que sortir du consensus bien-pensant est un sport à risques pour la presse. L'acharnement judiciaire et donc la censure économique menacent en permanence les derniers journaux libres. L'extrême droite se fait un devoir de traîner *Charlie-Hebdo* de procès en procès, mais d'autres revues sont régulièrement visées, d'autant plus facilement qu'elles sont moins connues.

Plus grave encore : ce garottage soft, mais efficace, des voix indésirables, fait des émules. Il y a eu les astreintes astro-

blement comme une pesanteur désuète. Il faut dire que la gauche au pouvoir semble avoir bien du mal à supporter les libertés qu'elle ne contrôle pas. En août 1983, le gouvernement socialiste envoyait ses CRS saccager les studios de Radio libertaire, coupable d'exister en dépit de la déferlante des radios-fric. Quinze ans après cet épisode glorieux de socialisme responsable, Radio libertaire continue à faire entendre sa voix sans maître en région parisienne (et l'Administration pénitentiaire lui intente un

• Allègre face aux lycéens
• page 4

• Kanaky :
• accords de dupes
• page 5



action de la FA lors de la manifestation contre l'alliance Millon-FN le 3 octobre à Lyon

sa commune, sans doute pour diviser la droite et conserver son trône de député-maire... Préférant certainement organiser secrètement ces petites magouilles personnelles, Pajon s'estime diffamé.

P.S., extrême droite : mêmes méthodes ?

Pour avoir dénoncé sa complaisance vis-à-vis de l'extrême droite, *le Monde libertaire* se voit une nouvelle fois menacé d'étouffement.

Ce n'est en effet rien moins que 130 000 francs que Pajon réclame en guise de dommages et intérêts. Qui disait que la liberté d'expression n'a pas de prix ?

nomiques contre un livre dénonçant les magouilles des chambres de commerces, il y a les biographies qu'on renonce à publier de peur de déplaire, il y a ce livre de photographies qu'un intégriste de la même secte que celle séjournant à Noisy-le-Grand a fait retirer de la vue des clients pas forcément choqués par les photos mais davantage peut-être par l'intégrisme, il y a désormais les élus locaux qui ne supportent pas la contestation chez eux.

Non à la censure socialiste !

Mais ce n'est certes pas un socialiste bon teint à la Pajon qui fera grand cas de la liberté d'opinion et d'expression, un de ces acquis du mouvement social que la gauche « gestionnaire » considère proba-

blement comme un de plus, pour la lecture d'une déplaisante lettre de détenu).

Que les choses soient claires. Sur ce sujet, le P.S. aurait bien tort de s'illusionner. Même s'il peut croire que la sale intervention d'un Pajon coûte moins que celle de CRS en termes d'image et de sondages, nous n'avons aucunement l'intention de laisser notre hebdomadaire, *le Monde libertaire*, qui défend depuis plus d'un siècle les idées, les analyses et les propositions anarchistes, sombrer sous la censure hypocrite de l'institution judiciaire sans réagir. Ne serait-ce qu'en dénonçant vivement les sales coups des socialistes contre la liberté d'expression. Audience le 19 octobre à 13 h 30 à la 17^e chambre correctionnelle du Tribunal de Paris.

Fédération anarchiste

EDITORIAL

Il y a de cela quelques jours, l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon a fait parler de lui dans tous les médias, suite à l'accident survenu dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 septembre. Dans cet établissement, qui doit être le second en importance au niveau national, une panne électrique de deux heures est à l'origine de la mort de d'au moins deux patients.

Il faut dire « au moins », car les causes précises restent, à la date d'aujourd'hui, officiellement inconnues et les conséquences de l'accident demeurent tout aussi indéfinies...

Comme il se doit dans ce genre d'affaire, les autorités « mettent tout en œuvre pour »... Et une enquête est ouverte, portant maintenant sur les décès de dix personnes survenus cette nuit-là.

Du côté de la presse locale lyonnaise, les responsabilités sont déjà toutes identifiées : c'est l'hôpital public, avec son incompetence chronique, ce sont ces salauds de salariés-fonctionnaires-qui-n'en-foutent-pas-une... qui sont coupables !

Des torchons régionaux n'hésitent pas à surenchérir au travers de titres plus crapuleux les uns que les autres : de « l'hôpital responsable... mais pas encore coupable » à « Edouard Herriot doit être fermé ».

Ces journaux à la solde des notables lyonnais redoublent de zèle pour apporter leur dévoué concours au plan de restructuration qui doit s'appliquer aux Hospices civils de Lyon.

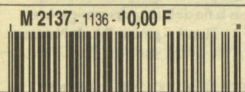
Ce plan est lui-même la suite logique de la politique de restriction budgétaire, entamée depuis le début des années 80, avec, entre autres, la mise en place du système des « enveloppes ».

La cause réelle du drame survenu à Edouard Herriot, la voici : c'est la politique de démantèlement du service public !

Comme par hasard, le service de la maintenance électrique à Edouard Herriot était « externalisé » c'est-à-dire confié à une entreprise privée extérieure (dans ce cas, il s'agissait de la société Esys-Montenay, une filiale de Vivendi). Et c'est cette société privée qui a mis une heure avant d'intervenir pour réparer la panne. Des délégués syndicaux de l'hôpital affirment que : « c'est un ingénieur E.D.F. qui est arrivé (le premier), près d'une heure après l'interruption du courant électrique, et encore quinze minutes avant les personnes qualifiées de l'entreprise de maintenance (extérieure) ».

Pour nous, c'est tout l'enjeu de la défense du service public, du droit à la santé, du droit à être sauvé... C'est le gouvernement actuel, c'est la clique de notables et les technocrates de l'Agence régionale d'hospitalisation qui portent aujourd'hui l'entière responsabilité morale et politique des morts. Face à eux, aucune concession n'est possible car c'est notre peau qui est en jeu !

ISSN 0026-9433 - N° 1136



D'ores et déjà, et quel que soit le jugement qui sera prononcé, le Monde libertaire doit faire face à des frais de Justice. À cet effet, une souscription. Merci d'adresser vos dons par chèque (mention procès ML) à Monde libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

FOP 2520

Sans-papiers : beaucoup de laissés pour compte

C'ÉTAIT PRÉVISIBLE : la circulaire du 24 juin 1997 du ministère de l'Intérieur, ne multipliant les critères d'obtention d'un titre de séjour, ne pouvait qu'exclure du bénéfice de la régularisation un nombre important d'étrangers sans papiers. Sur les neuf catégories (les États sont triés par « catégories » et des « critères ») de personnes potentiellement régularisables, cinq concernaient des membres de familles vivant en France (conjoints de Français, d'étrangers en situation régulière ou de réfugiés statutaires, familles constituées de longue date en France, enfants venus hors regroupement familial). Les autres concernaient des personnes sans charges de famille (célibataires en France depuis au moins sept ans, étrangers gravement malades, étudiants en cours d'études supérieures, déboutés du droit d'asile).

Au fait d'appartenir à l'une ou l'autre de ces catégories, venait s'ajouter une liste kafkaïenne de conditions à remplir (temps de présence en France, promesse d'embauche, certificats de travail, absence de menace à l'ordre public, existence d'un domicile, respect des obligations fiscales, etc.). Quelles démagogues que d'exiger des personnes n'ayant aucun droit au travail « des preuves de ressources issues d'une activité régulière ».

L'État bat la mesure : les associations dansent.

De fait, le nombre de régularisations reste difficile à apprécier, tout comme le nombre de personnes qui n'ont pas fait de demande. Le taux de régularisation par rapport au nombre de demandeurs est très fluctuant selon les départements (30 à 80 %). Pour le département de Loire-Atlantique, il est de 66 % selon la préfecture, de 45 % selon les sans-papiers en lutte. Les principales catégories bénéficiaires sont les conjoints et enfants de français ou d'étrangers en situation régulière. Les principaux laissés pour compte sont les demandeurs d'asile déboutés et les personnes céliba-

taires. Une « prime à la famille » qui s'explique par le caractère insoutenable pour une grande partie de l'opinion d'expulsions de famille.

Il faut bien sûr mettre en relation les taux de régularisation avec la présence de collectifs d'associations qui ont aidé les personnes sans papiers à rédiger leurs demandes, les ont aidés logiquement à s'organiser et ont permis la médiatisation de l'opération. Cela dit, les associations, aussi sympathiques qu'elles soient, n'ont pas pu faire autrement que rentrer dans la logique de l'État : confrontées à la détresse des sans-papiers, elles se sont lancées dans le fastidieux travail de dossiers individuels à présenter aux préfectures et sont rentrées dans une logique de négociation.

En soi, négocier n'est pas une mauvaise chose : encore faut-il garder l'objectif de régulariser toutes les personnes sans papiers et le faire en position de force, donc créer les conditions du rapport de forces, notamment en permettant l'expression autonome des sans-papiers. Cela n'a pas toujours été le cas, certaines associations se réservant les « bons » dossiers comme SOS-racisme à Paris ou se bornant à privilégier une communauté et adoptant une attitude de déférence vis-à-vis des autorités : à Nantes, on a pu voir une association franco-zairoise sortir un communiqué de presse préconisant le silence aux sans-papiers et l'arrêt de critiques publiques contre le ministre de l'Intérieur parce qu'il était dans le coma... Par contre, à Nantes toujours, on a vu le Collectif des sans-papiers demander le départ de deux associations du collectif des sans-papiers de surveillance qui n'avaient pas respecté leur mandat lors d'une réunion de « suivi » avec des représentants de la préfecture. Cependant, l'autonomie des sans-papiers reste toute relative, ceux-ci étant souvent dans une position d'attente vis-à-vis des collectifs d'associations qui les soutiennent et les luttes pour le leadership minant leur cohésion. Par ailleurs, les collectifs larges trouvent leurs limites quand se pose le problème de la critique du P.S., beau-



coup d'associations se retrouvant dans des réseaux anti-F.N. avec la gauche plurielle.

Exit la circulaire : voici la loi Chevènement

Pour le gouvernement, l'opération a pris sa fin avec l'entrée en vigueur de la loi Chevènement. Il prétend que cette loi permettra de nouvelles possibilités de régularisations. Il est clair pourtant que cette loi est dans l'esprit des précédentes, à savoir que c'est l'État qui choisit qui pourra vivre dans ce pays, toujours sur la base de « critères » utilitaristes ou xénophobes inavoués. Cette loi est telle que la voulait Jospin et Chevènement, à savoir un ramassis de mesures tantôt de progrès tantôt de répression qui contentent un peu tout l'éventail politique, de manière à rendre la critique malaisée. Le rapport Weil paru en juin 1997 insistait sur l'idée de « dépassionner » les débats sur l'immigration et de trouver un « consensus ». Or depuis 25 ans le consensus se fait au détriment des étrangers. La loi Chevènement ne déroge pas à cela. Avec un « signal fort » vers la droite pour dire qu'on n'est pas laxiste : augmentation de la durée de rétention des étrangers de 10

à 12 jours, confirmation du principe illégitime de double peine (prison + expulsion) multiplication des cartes de séjour temporaires de un an (comme la carte « vie privée et familiale ») de manière à renforcer le sentiment de fragilité des statuts. Mais tout de même quelques timides progrès sont consentis pour faire plaisir à la gauche plurielle et aux sociaux militants de la Ligue des Droits de l'Homme : quelques droits sociaux remis à niveau, possibilités de recours élargis, un peu plus de judiciaire face au pouvoir administratif, motivation des refus de visas pour certaines catégories de personnes, une attestation d'accueil en remplacement du certificat d'hébergement, soit peu de choses au regard des attentes.

Informatique, quand tu nous tiens !

Cela dit, les visas instaurés en 1986 existent toujours et l'élargissement de l'Union européenne revient à multiplier les cas de refus de délivrance de visas. En effet, pour obtenir un visa pour un pays de l'espace Schengen ; il est nécessaire (mais pas suffisant) de ne pas être déjà fiché comme ayant essayé un refus dans un autre pays européen. La toile informatique entre fichiers Schengen, ministère de l'Intérieur et consulats agit efficacement contre la liberté de circulation. Quant à l'opération de régularisation Chevènement, ce fut aussi l'occasion d'une vaste fichage d'étrangers en situation irrégulière. Seuls les naïfs croiront madame Guigou, ministre de la Justice, qui prétendaient il y a un an devant le Congrès du syndicat des avo-

cats de France que les fichiers servant à l'opération de régularisation seraient détruits au final.

Qui sont les ultra-libéraux ?

Reste pour les socialistes l'argument suprême contre les défenseurs d'une libre circulation et d'une libre installation des étrangers où bon leur semble : nous serions des ultra-libéraux. C'est un non sens, car le capitalisme libéral a besoin de la fermeture des frontières pour renforcer sa domination : il lui est nécessaire d'avoir des zones économiques à niveaux de développement différents, avec un coût du travail différent, cela afin de pousser ce coût à la baisse dans les zones prospères. De ce point de vue, l'ouverture des frontières aux individus remet en cause la toute-puissance des marchés en donnant aux salariés la possibilité de « se vendre » au plus offrant.

C'est parce qu'ils ne veulent pas s'attaquer aux dégâts du libéralisme que les gouvernements ne peuvent concevoir l'immigration autrement que sous l'angle policier. Le problème de fond reste la répartition des moyens de productions et des richesses sur la planète.

Les collectifs de sans-papiers posent de plus en plus explicitement cette question dans leurs prises de positions publiques. En ce début octobre, ils sont encore nombreux à continuer la lutte pour une régulation globale, malgré le désintérêt des médias, malgré l'essoufflement des militants associatifs. La fin de la circulaire Chevènement ne signifie pas la fin de la lutte des sans-papiers.

Hervé - groupe FA. de Nantes

abonnez-vous!

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1997
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

PACS et Guignols socialistes !

A H, C'EST BEAU LA DÉMOCRATIE. On fait des propositions de lois progressistes, on fait des moulinets pour montrer qu'on est moderne et que les autres sont ringards et le jour ou il faut se mouiller, on a un rôle sur le feu et on ne se déplace pas. Payer ces bouffons trente patates par mois, ça fait un peu mal au ventre. Claude Allègre peut bien fustiger l'absentéisme des profs, il a l'air fin maintenant avec son armée de députés tire-au-flanc. Et qu'est-ce qu'on va bien pouvoir dire aux mômes dans les cours d'ins-truction civique ? Tous autant qu'ils sont, ils peuvent bien fustiger l'ir-responsabilité des abstentionnistes, ils viennent de nous prouver que notre argumentaire antiparlementariste et contre la délégation de pouvoir n'est pas dénué de tout fondement. Au contraire !

Voilà donc de quoi est faite la démocratie parlementaire. D'un côté une gauche unie dans la dégonflade, de l'autre une droite qui assume son homophobie et son cléricisme triomphant. Le tout parsemé d'in-jectives fascisantes : Lelouche (R.P.R.) : « C'est le Vietnam, la gauche est

dans la rivière et moi je tiendrai la mitraille » (1) ; Myard (R.P.R.) qui lance à l'adresse du rapporteur : « islamiste » (2). Les idées qui puent le racisme et la violence sont bel et bien au cœur de la représentation nationale. Voilà donc comment par une forte mobilisation des députés de droite et une absence lourde de significations de ceux de gauche, le projet de PACS a été anéanti par une motion d'irrecevabilité présentée par les premiers lors de l'ouverture des débats le vendredi 9 octobre.

Nous n'auront que ce que nous prendrons !

Nous n'attendions rien du parlement, de l'État et de ses institutions, mais finalement, ces crétiens nous donnent raison, une fois de plus. Aucune assemblée décisionnelle ne peut fonctionner de façon juste et honnête sans la possibilité de révoquer les mandats. Le pouvoir professionnalisé n'enfante que des carriéristes plus soucieux de leur plan de carrière que de respect des mandats. Que le progrès des libertés, même s'il est entériné par la loi, se fait toujours dans la

rue par le mouvement social et asso-ciatif et non par le mouvement poli-tique (avortement, contraception, abolition du bague, journée de huit heures, divorce, abolition des privi-lèges, etc.). Que ceux et celles, notamment dans la communauté homosexuelle qui fanfaronnaient que « la gauche, c'est nous » ne font pas les fiers ces jours-ci (3). Que ceux et celles, de la même communauté qui ont cru utile de rejoindre le Parti-socialiste sous la bannière « Homo-sexualité & Socialisme » en préférant le lobbyisme à l'action sociale de ter-rain, feraient bien de revoir leur juge-ment. Idem pour ceux d'entre nous, anarchistes qui se sont égarés chez les Verts dans une tendance libertaire absurde. Il n'y a aucun miracle à attendre du réformisme. Nous n'auront que ce que nous pren-drons, et ça n'est pas une part du gâteau qu'il nous faut mais toute la boulangerie. À bon entendeur, salut.

Vincent Tixier

- (1) cité par Libération du 10 octobre 1998
- (2) transcription des débats sur www.assemblee-nationale.fr
- (3) Act-Up en tout particulier.

Gaysot-Pons même combat Juppé-Jospin même destin ?

Le service public est un enjeu de civilisation. s'oppose (actuellement) une conception figée du service public et une conception plus démocratique, plus ouverte (par exemple). J'ai proposé une certaine ouverture du capital d'Air France.

J-C Gaysot

MA POVRE DAME, ILS NE RESPECTENT PLUS RIEN, Jean-Claude Gaysot s'est fait siffler, huer il y a quinze jours à Grenoble par des gens (selon la terminologie en cours au P.C.F.) qui, selon leurs chefs, savent à peine lire et écrire : des cantonniers ! Ces fainéants qui dorment dans les fossés en été. Pourtant, il était venu leur annoncer une bonne nouvelle : la « création » de 400 emplois ! Mais, les cantonniers en question savent compter. Le budget 1999 supprime environ 490 postes contre 900 en 1998.

Accueilli (par ses camarades de la C.G.T.) aux cris de « Pons-Gaysot même combat, non aux suppressions d'emplois, non aux privatisations », le ministre a du demander aux travailleurs d'être raisonnable. Mais il a beau faire des risettes, des discours léniants et mettre en avant son étiquette politique : les cantonniers – comme beaucoup d'autres – s'en foutent, seuls les résultats comptent et ils ne sont plus dupes !

Pour un service public... libertaire

La politique de casse des services publics a été mise en place par la gauche au milieu des années 80, renforcée par les différents ministres et confirmée par la gauche plurielle (Gaysot à l'Équipement, Voinet à l'Environnement). Les heures supplémentaires augmentent, les « précaires » réapparaissent et dans l'Équipement par exemple, 16 000 emplois ont disparu en quelques années. La future mise en place des 35 heures se fera – comme dans le privé – en échange d'un effort de « modernisation » : réductions d'effectif, pertes de salaires, création d'emplois précaires, fermeture de subdivisions rurales. Les technocrates de la gauche plurielle n'ont que le choix des propositions.

Même si le terme peut choquer (service public étant assimilé à l'appareil d'État), la bataille pour l'égalité sociale passe par le combat en faveur de services publics efficaces : éducation, santé, transports, distribution de l'énergie, communication, logement, services de proximité urbains... Les anarchistes doivent en profiter pour expliquer que la disparition de l'État et du capita-lisme n'est pas incompatible avec la renaissance de services publics de qualité. Nous devons démontrer qu'il est possible, dès aujourd'hui, de combattre pour l'égalité sociale en améliorant au quotidien les services qui nous sont dus : le droit à un logement décent, la gratuité des transports, des soins pour tous... mais j'arrête là les évidences afin d'y travailler concrètement à mon boulot, dans mon quartier.

L'homme « orange ».

Le 17 octobre « provie » attaque... Le 17 octobre « prochoix » résiste !

LA REVUE « PROCHOIX » LUTTE POUR LE LIBRE CHOIX des individus, face à l'avortement et combat les associations anti-IVG et l'intégrisme d'extrême-droite. Elle a commencé à organiser la riposte dès qu'elle a appris la venue à Paris de l'association Provie « Human Life International-USA » invitée à participer à la Journée internationale pour la vie, bénie par le Pape (!) le 17 octobre 1998. Cette association (HLE-USA), encadre le militantisme « provie » du père Paul Marc Osb.

C'est sa deuxième tentative pour créer en France une association sur le modèle de Prolife-USA et Prolife-Allemagne. La journée pour la vie du 17 octobre rassemblera, salle de la Mutualité une dizaine d'associations anti-avortement dont six françaises toutes liées au Front national (Laissez-les-vivre, Cercle national des femmes européennes, SOS Tout-petits de Xavier Dor, etc.)

De curieux invités sont aussi attendus à cette journée : Don Treshman (États-Unis) qui milite pour « l'homicide volontaire », le Dr. Siegfried Ernst (Allemagne) authentique néo-nazi, fondateur de l'association de « Médecins provie » ; Wolfgang Borrowsky, prêtre, membre du mouvement néo-nazi allemand, le Pr. Bleschmidt, ancien SA pendant la dernière guerre. Enfin, Joe Scheidler (États-Unis), meurtrier notoire d'homosexuels.

Car ces organisations françaises et étrangères, ne se contentent pas d'abominer le « massacre des embryons » qu'elles nomment « les tout petits », elles se revendiquent anti-homosexuelles (les associations françaises ont déjà marché contre le PACS, pendant la « Marche pour la vie » du 4 octobre, encadrées par une milice jeune et musclée portant brassards « action française »... il nous semble nous souvenir que ce parti fasciste avait été dissout...)

La marche anti-PACS a rassemblé environ 200 personnes à Paris, 300 à Rennes où il y a eu des chauffourées, 300 à Clermont, 250 à Montpellier et 300 à Lyon. Faible mobilisation pour l'instant des associations de familles anti-PACS. Soyons nombreux pour la riposte le 17 octobre à midi devant la salle de la Mutualité.

Patrick
groupe Paris 11^e de la F.A.

Premiers signataires pour le contre-rassemblement du 17 octobre : Prochoix, Médecins du Monde, Planning Familial Fédération anarchiste, Maisons des Femmes de Lille, Ras-Le-Front (commission femmes), Ligue des droits de l'Homme, CNT (commission femmes), Act Up...

À Paris, après la manifestation du 17 à 12 heures, un second rendez-vous est donné à 15 heures place de l'Odéon dans le cadre de la journée nationale d'action autour du PACS.

En bref

■ **Alternative Libertaire n° 210** d'octobre 1998. Au sommaire : Pour l'autonomie du mouvement social ; Alternatives en folie ; La désobéissance radicale ; Par-delà la démocratie représentative ; Les médias, outils de dépolitisation ; La collectivité libertaire Los Arenalejos ; Transformation culturelle et transformation sociale ; Municipalisme libertaire ; L'Observatoire International des Prisons s'installe à Bruxelles ; La feuille de résistance de « Chômeur, pas chien ! » ; Le Chien écrasé édité par Claude Semal et le Théâtre Le Café. Alternative Libertaire est disponible par correspondance : au numéro 100 FB ou 20FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique.

■ **Le groupe El Quico de la F.A.** vient de constituer à Orléans. c/o Asiles des Rêves, B.P. 21 447, 45004 Orléans cedex

■ **Une liaison de la F.A.** vient de se créer à Montargis, dans le Loiret. Pour la contacter, écrire à la librairie du Monde libertaire (RI), 145 rue Amelot, 75011 Paris, qui transmettra.

■ **Le groupe Humeurs noires** de Lille vend le Monde libertaire de dimanche de 11 h 30 à 13 heures sur le marché de Wazemmes. On peut le retrouver tous les vendredis sur Radio Campus (106.6 Mhz) de 20 h à 21 heures dans l'émission « La Voix sans Maître ». Humeurs Noires, B.P. 79, 59 370 Mons-en-Barœul.

Faits d'hiver Heureusement qu'on va vers l'été !

La justice iranienne vient de confirmer la condamnation à mort prononcée contre deux fidèles de la foi Baha'i emprisonnés depuis octobre 1997 pour « avoir enfreint l'interdiction qui leur avait été faite d'organiser des réunions sur la vie familiale ».

En juillet dernier un autre Baha'i, accusé de prosélytisme (quelle horreur !), avait été, lui, secrètement exécuté.

Est-il besoin de le préciser, il convient de se réjouir de cette fantastique avancée en matière de respect des droits de l'homme qui va désormais permettre aux innocents d'être assassinés après quelque chose de l'ordre de l'esquisse de l'embryon d'un manière de procès.

À la faveur d'une directive européenne, les congés payés obligatoires et la semaine de (mais oui, vous ne rêvez pas !) 48 heures font leur apparition cette semaine dans la législation britannique.

Est-il besoin de le préciser, il convient de se réjouir de cette fantastique avancée en matière de droits sociaux même si l'indignation non feinte du patronat anglais et la prudence du gouvernement de gauche de là-bas qui l'a conduit à assurer les patrons que l'application de ces textes européens (dont il va sans dire qu'ils devront s'interpréter) se ferait « en douceur » inclinent à penser qu'il convient de modérer notre enthousiasme.

Décidément l'aube du troisième millénaire s'annonce pleine de promesses et il n'est pas interdit d'espérer (si bien sûr Dieu, les curetons, les lois du marché et la gauche plurielle continuent leur bonhomme de chemin à ce rythme quasiment diabolique et révolutionnaire) que les Baha'i n'encourent plus que des condamnations à 360 ans de bague (avec possibilité d'une remise de peine de trois heures s'ils consentent à se convertir) et que les travailleurs anglais bénéficient de la semaine de 47 heures 30.

Mais qui donc a pu dire que le réformisme manquait d'ambition ?

Jean-Marc Raynaud

Mobilisation lycéenne à Montpellier

CELA FAIT MAINTENANT UNE quinzaine de jours que plusieurs lycéens de la région Languedoc-Roussillon ont cessé les cours et se retrouvent pour manifester leur mécontentement à Montpellier. Leurs principales revendications concernent en premier lieu des manques de moyens engendrant des conditions de travail précaires : classes surchargées, insuffisance de profs, de matériel pédagogique, de locaux. La semaine dernière, 3000 lycéens, rejoints par des enseignants et des parents d'élèves, ont manifesté dans la capitale régionale.

Face aux questions posées, le recteur d'académie de Montpellier ne répond pas grand-chose. Il propose seulement de répondre à l'urgence des revendications par une visite des différents établissements pour recueillir les demandes des élèves, histoire de calmer le jeu.

Fermeture d'établissement

Seulement les choses ne se déroulent pas comme il le souhaiterait, la mobilisation reste intacte et s'étend même de jour en jour. De nouvelles revendications émergent, remettant en question la présence du FN. dans

les conseils d'établissements et demandant une prise de position du recteur.

La tension monte et vendredi 9 octobre, certains établissements (Mas de Tesse, Joffre, Clemenceau, Mermoz) ont vu quelques incidents (vitres brisées, dégradation d'une cafétéria, etc.). La réaction du recteur ne s'est pas fait attendre : il

décide de fermer les établissements de Montpellier, Castelnau-le-lez et Lattes jusqu'au mardi 13 octobre et va même jusqu'à passer des accords avec la préfecture pour autoriser les forces de l'ordre à intervenir dans les lycées. La démesure des décisions prises par le rectorat et la préfecture pour des incidents somme toute minimes s'inscrit clairement

dans une stratégie de briser le mouvement des lycéens. Pas de grande surprise, puisque la tactique du gouvernement semble être, comme l'a rappelé Jospin, de ramener l'ordre, d'exercer un contrôle social toujours plus fort et donc d'étouffer toute forme de contestation, qu'il s'agisse des lycéens, des sans-papiers ou des chômeurs.

Ainsi, face aux revendications, essentiellement d'ordre matériel, la gauche plurielle préfère le déploiement de force et la répression. En effet, une importante mobilisation de CRS a lieu chaque jour de manifestation à Montpellier, trois mineurs ont été interpellés, des lycéens ont été empêchés par la police de prendre le train pour rejoindre une manif et un sit-in a été chargé par des forces de l'ordre à moto. À cela s'ajoute le discours bien connu des médias, déjà trop entendu lors des événements anti-CIP et en novembre-décembre 95,

qui veut que les « casseurs » soient des éléments étrangers à la mobilisation lycéenne, qui favorise en cela la division du mouvement et justifie les interventions musclées de la police, pour la plus grande satisfaction du recteur.

Claude Allègre a beau affirmer que cette rentrée 98 s'est déroulée sans problème, ses déclarations ne suffisent pas à couvrir la réalité des situations. Aujourd'hui, la mobilisation lycéenne commence à s'étendre à d'autres villes dénonçant à leur tour, de manière implicite, les contradictions de l'Éducation nationale (manque de profs mais des enseignants stagiaires et des maîtres-auxiliaires sans affectation, etc.). À nous de dépasser le cadre des revendications matérielles pour reposer la question plus globale de l'enseignement et de l'éducation que nous voulons.

Stéphanie.
groupe « Un autre futur »
(Montpellier)



Emplois-jeunes : l'escroquerie plurielle

Dernièrement, Jospin s'est déclaré « pour le mouvement mais dans l'Ordre ». Il a oublié de nous signaler que son mouvement sécuritaire va en arrière. Sieur E. Balladur avait proposé comme remède au chômage des jeunes un contrat d'insertion professionnelle (réservé aux bacheliers et payé environ 4 000 F). On connaît la suite avec la révolte massive des jeunes soutenue alors par tous les ténors de la gauche politicienne et syndicale et imposant le retrait du projet. Fée Martine Aubry, arrivée au pouvoir, s'est penchée elle aussi sur le berceau jeunesse. Elle a fait bien mieux qu'Édouard. Depuis le 16 octobre 1997, c'est une précarisation accrue et à plus long terme de la jeunesse que la gauche plurielle institue. Derrière un nouveau langage à la sauce humano-socialiste (agents de médiation, de convivialité, correspondants de nuit...) se cachent en fait de petits boulots pour les jeunes de 18 à 25 ans. Embauchés sous contrat de droit privé il s'agit en fait de C.D.D. sur cinq ans payés au smic avec une vague et floue formation. Seuls les « agents de sécurité » travaillant dans la police ont eu droit à un contrat de droit public : les chiens de garde de l'État ont toujours la meilleure pâte. Ce projet est un beau cadeau de Martine Aubry pour la flexibilité. L'État compte parvenir à 150 000 emplois-jeunes fin 1998. Ils sont à ce jour environ 40 000 dans l'éducation, bientôt 8 000 dans la police et 80 000 dans les collectivités locales, associations et organismes publics. Il est évident que ceux qui acceptent ces emplois sont les mêmes qui refusaient le CIP. Cela

prouve bien combien misère sociale et désignation ont progressé malgré un gouvernement de gauche. Pour leur avenir, l'État annonce clairement la couleur. Écoutons ce qu'écrit le coordonnateur académique de la mission emplois-jeunes à Lyon : « un emploi jeune est utile parce qu'il avec les élèves une proximité d'âge... parce qu'il pose sur l'école un regard neuf qui l'aide à se rénover. Un emploi jeune est donc forcément de passage ». La machine à laver pour résorber le chômage est inventée. Que deviendra la première lessive dans cinq ans ? La question semble tarauder les concernés.

Faire d'une pierre deux coups

Derrière ces « nouveaux métiers » ce sont en fait les anciens qui eux s'inscrivent dans un corps, ont un statut public, une titularisation et donc des salaires plus élevés. Ça bouge dans les collèges en Seine-Saint Denis, Allègre crée des centaines d'emplois-jeunes. Ça bouge à la SNCE, à la RATP, Gayssot met des emplois-jeunes. Tibéri veut se la jouer social écolo à Paris, il embauche des emplois-jeunes. Toutes les revendications syndicales demandant des postes de titulaires dans le service public sont balayées par l'État. Double escroquerie donc de la part du gouvernement. Côté gros syndicats, C.E.D.T., F.O. ont accepté en silence ces emplois-jeunes. C.G.T. et F.S.U. aussi mais parlent de transformer ce nouveau statut de travail (entre gens de gauche on peut toujours s'arranger, n'est-ce pas ?). Il y a quinze jours, les aides éducateurs parisiens ont

fait grève (2 octobre). Mairie et académie de Paris voulaient les mettre gratuitement à la place des vacataires sur les postes de cantine, études et centres de loisirs. Pour l'instant ceci est remis à plus tard, mais l'on voit bien où le vent tournera. En province, les réunions de rentrée des aides éducateurs ont du succès. Les intéressés semblent donc vouloir bouger et c'est là que se pose la question : quel revendication mettre en avant ? Aménager le statut ou réclamer rapidement une titularisation ? Jusqu'à présent, le conflit est net entre la coordination des travailleurs précaires créée en mai 1998 et les grandes centrales syndicales. La première souhaite une titularisation automatique, les autres la création de concours réservés avec des clauses restrictives (accord de mai 1996, sous Juppé, signé par tous les syndicats sauf la C.G.T. et qui est loin d'avoir atteint ses objectifs). L'avenir de tous ces emplois-jeunes, cela est certain, sera un futur conflit avec l'État. D'ailleurs, la forte volonté de la F.S.U. et de la C.G.T., via leur pub dans la presse, pour encadrer ces emplois-jeunes montre leur crainte de future lutte auto organisée style collectif ou coordination. En tant que militants anarchistes travaillant dans la fonction publique, syndiqués ou non, il nous paraît évident que c'est vers ce type de regroupement qu'il faut aller portant la revendication de titularisation immédiate. Pas facile certes mais les faux combats des directions syndicales vis-à-vis des précaires engrangent vite colère et volonté d'auto-organisation. Les luttes des maîtres-auxiliaires ou des chômeurs l'ont prouvé.

Jaime. - Groupe Kronstadt (Lyon)

La stratégie d'Allègre

Avant l'émergence du mouvement lycéen, la rentrée sociale dans l'éducation paraissait bien sombre. Au-delà des querelles de chiffres, les journées de grèves du mois de septembre à l'appel de la F.S.U., le syndicat majoritaire, ont été médiocrement suivies. Estimant ce moyen d'action largement inefficace, les enseignants ont de plus estimé qu'elles étaient sans réel enjeu.

Après la grève du 24 septembre, la direction du S.N.E.S., composée de la F.S.U. regroupant les enseignants du secondaire, en plein désarroi, a proposé à ses adhérents d'envoyer une pétition à Matignon sollicitant la « protection » de Jospin contre Allègre et demandant au Premier ministre « de prendre toute mesure visant à mettre un terme aux attaques et outrages dont ils sont l'objet ». Heureusement pour les dirigeants du S.N.E.S., le ridicule ne tue pas mais les perspectives d'une telle initiative sont bien évidemment nulles.

Pis, elles soulignent les illusions que ses auteurs entretiennent sur la gauche au pouvoir en général et sur Jospin en particulier. Homme de confiance et ami personnel du Premier ministre, Allègre ne joue pas solo. Bien au contraire, Jospin lui a confié une difficile mission sur laquelle se sont cassés les dents tous les ministres de l'Éducation depuis une quinzaine d'années : attaquer progressivement le statut des enseignants tout en favorisant l'éclatement du service public d'éducation pour accentuer sa soumission aux besoins du patronat.

Pour mener à bien cette mission de longue haleine, Allègre ne part pas dans l'inconnu. Ces « dérapages » verbaux à répétition ne sont pas des accidents, ils participent au contraire d'une stratégie. Allègre joue « l'opinion publique » contre les enseignants. Sa partition est connue, il reprend à son compte et cherche à renforcer les pires préjugés sur les fonctionnaires. « des privilégiés incompetents et absentéistes », qui existent incontestablement dans une partie de la population. Deuxièmement, il tente de tirer parti des divisions syndicales, attaquant frontalement le S.N.E.S. tout en essayant d'obtenir les bonnes grâces de la F.E.N. ou même d'autres composantes de la F.S.U. Parallèlement, et ceci malgré son impopularité record chez les enseignants, il tente d'attirer l'oreille d'une partie d'entre eux en soulignant démagogiquement les incontestables lourdeurs de la gigantesque machine bureaucratique qu'est l'éducation nationale.

Troisièmement, Allègre pratique un travail de sape méthodique. En multipliant les emplois-jeunes, il favorise l'éclatement des statuts tout en introduisant dans la forteresse Éducation nationale des dizaines de milliers de salariés précaires et payés au smic. Parallèlement, il remplace sur de nombreux postes des MA, maîtres-auxiliaires, par des contractuels dont le statut est encore bien pire. Pour ce qui est des anciens MA nouvellement titularisés après avoir réussi un concours spécifique, ils seront rémunérés grâce aux transferts de crédits jusque là attribués à des postes de surveillant, qui sont naturellement supprimés.

Patrick. - groupe Durruti

abonnez-vous!

KANAKY

Accords de dupes. L'air de rien

L'EN PASSE DE BELLES en Nouvelle-Calédonie, terre française du Pacifique Sud située à 21 000 km de la mère patrie. Avant la Coupe du Monde de football et avant Rolland-Garros, il y a eu une mini révolution culturelle dans le Pacifique Sud. La bataille bis de la mer de corail, en plus cool, avec l'invasion par le sud de Guadalcanal de la Nouvelle-Calédonie. La terrible armada composée de deux bateaux pourris et remplis jusqu'à la cale de 100 chinois affamés prirent d'assaut nos doux rivages du Pacifique Sud. Les emmerdeurs.

Après la Coupe du Monde et le tour de France de vélo et de la pharmacie interdite, il y a les accords de Nouméa.

L'affaire des boat people

Donc, en novembre 1997, nous avons eu droit à l'affaire des boat people. Là encore la souffrance se mêle à la manipulation de nos stratèges et les pleurs des familles au rire d'un masque en carton d'un théâtre chinois miné aux vers. La scène : la Nouvelle, ancienne terre pénitentiaire qui a vu séjournier les déportés de la commune, avec tous les anonymes et les Louise Michel et les Rochefort. Aujourd'hui en 1998, nous sommes 200 000 habitants, 40% de Kanaks, 30% de blancs, les caldoches enfants des colonies de peuplement du siècle dernier, 30% de Vietnams et de Wallisiens et Foutouniens qui se côtoient sans vraiment s'apprécier. Un matin de novembre 1997, 100 pékins s'échouent sur nos rivages et réclament l'asile. À partir de ce jour là, tout démarre : la xénophobie, la haine, la suspicion, les calculs politiques, les magouilles, la sur-enchère, les coups de goupillons furieux et réprobateurs dans le jardin de monseigneur l'évêque de Nouméa. Tous doivent prendre position, avec les remarques désobligeantes habituelles vis-à-vis des communautés asiatiques vivant à Nouméa. Ils ont osé ! Ils sont venus sans carte de séjour. Quel sang-gène ! S'en est trop ! Il faut réagir ! Toutes les classes politiques confondues prennent partie pour l'expulsion des 100 chinois. Les partis loyalistes et indépendantistes et tous les syndicats de gauche comme de droite manifestent tous les jours dans le centre ville et sur la place du marché. Tout le monde y va de sa pétition, de sa remarque et de sa critique contre ses nouveaux immigrés qui vont bouffer notre pain. Je dis tous, car tous à l'exception de quelques associations caritatives et de quelques individus, ont manifesté quotidiennement pour le renvoi des Chinois en Chine. Des partis de droite comme ceux de gauche, P.S., P.C. — le Front national local paraissait même relativement modéré face à un tel déchaînement — ont uni leurs cris avec ceux des indépendantistes et de l'église catholique : « Ils n'ont rien à faire ici ! Priorité à l'emploi local ! Nos jeunes sont déjà sans travail ! C'est malheureux pour ces pauvres gens, surtout que s'ils retournent là bas, ils vont être attendus mais on y peut rien ». Paul Niaoutyne, le chef du Palika, le parti ultranationaliste kanak, répète dans les colonnes de la presse d'Hersant : « Ils doivent retourner chez eux ! » Rock Wamittan le numéro un des indépendantistes « La Calédonie ne peut pas accueillir toute la misère du monde. La Calédonie n'est pas une poubelle, la France doit les accueillir ! » Début octobre 1998, ils sont toujours là. Ils vivent les uns chez les autres. Les familles calédoniennes les ont accueillis avec générosité. Suite aux manifs anti-expulsions de Tontouta, (l'aéroport international) le gouvernement Jospin a cédé et a annulé le vol retour Nouméa-Canton prévu.

Depuis, le haut-commissaire, Dominique Bur, le nouveau chevalier de la légion du déshonneur, surnommé le roi de la clôture, ne fait rien pour régler le problème, il laisse pourrir. Mais c'est pas la joie pour tout le monde : pour les Chinois qui n'ont aucun papier ni titre de séjour définitif (la carte provisoire est renouvelée tous les trois mois), ils ne peuvent pas travailler. Ils regardent la télé à longueur de journées et sont désœuvrés. Les familles d'accueil en ont marre... financièrement elles sont à bout de ressources, moralement elles craquent. C'est pas évident de vivre dans un deux pièces 24 heures sur 24 avec une famille de réfugiés elle-même déboussolée. Les enfants Chinois sont quand même scolarisés mais dans les écoles privées de Nouméa. Les écoles publiques ? Impossible ! C'est pas prévu d'accueillir des gens qui ne sont pas du quartier et en plus des étrangers. Seulement deux ou trois enseignants se sont élevés contre ce sectarisme d'État. La fonction publique a quand même ses zones d'ombre. Les politiques et les indépendantistes se marrent du pourrissement de la situation. Le comble, c'est la dernière du Secours catholique qui vient de retirer la plainte contre l'envoyé du

gouvernement, Dominique Bur, le super préfet pour la Calédonie. Nous n'avons pas vraiment apprécié qu'il ordonne d'ouvrir le feu le 22 mars 98 à 3 h 21 du matin contre les réfugiés qui s'étaient retranchés sur les toits de l'aéroport après la décision de Jospin d'expulser les chinois. Ce fut un geste délégué, gratuit que rien ne justifiait. Aleth, tu t'en souviens ? aux premiers tirs, tu t'es mise à hurler comme une folle. Comme l'autre copain barbu mon voisin qui s'est mis à reparler après trois ans de complet silence (incroyable, mais c'est vrai). Merci poulets.

Maintenant, nous n'avons plus de monnaie d'échanges. Pas mal de familles ont le sentiment d'avoir été roulées dans la farine. L'État... le haut-commissaire... l'évêque... les curés... les religieuses... le Secours catholique... et en prime des hommes et des femmes omnipotents, bourrés de complexes et avides que l'on parle enfin d'eux, font que l'ambiance est à la désillusion. Finalement, durant ces événements, nous avons eu en face de nous les mobiles et contre nous dans les manifs, les catho, les soldats du dieu Jospin à la solde du capital chinois et du Vatican impérialiste. On s'est démerdés seuls, sans les partis et on ne le regrette pas.

Les z'Accords, qu'est ce que c'est ?

Après les boat people voici les accords de Nouméa. Au bout du dialogue, vingt ans de paix et de développement entre les ethnies... c'est ce que disent tous les partis politiques, des loyalistes jusqu'aux indépendantistes, le P.S. approuve, sauf les petits partis qui n'ont pas été conviés aux négociations et qui rouspètent. Car eux n'auront rien. Seulement pour les gros. Durant une semaine, retranchés dans la résidence du haut-commissariat à Nouméa, les représentants de l'état français, ceux du R.P.C.R. (Lafleur) et l'équipe du F.L.N.K.S. (Wamittan et Niaoutyne), ont pondu plusieurs centaines d'articles de lois.

Pacifique, on les retient pas... dit le président de L'Union calédonienne Bernard Lepeu, l'ultra-indépendantiste de service. Et l'immigration ? Domaine réservé ! Elle sera sous le contrôle des seuls représentants du congrès, composés des loyalistes et des indépendantistes, des fils des plus grandes familles du pays. Dans les couloirs sombres du haut-commissariat où tout se fabrique que l'on soit noir, blanc ou métis l'on se salue entre initiés, il n'y a aucune différence entre les copains, ni haine pourvu que l'on appartienne à la bonne loge. En somme, les affreux et les maîtres, se partageront le gâteau. Ils encaisseront l'argent des contribuables français mais ils n'accepteront pas de contrôle du gouvernement français. Ils feront les lois dans ce sens.

Mais mes amis, où c'est à mourir de rire, le comble de la farce, c'est que l'État français, le R.P.C.R. et ses alliés du F.L.N.K.S. demandent maintenant aux Calédoniens et aux Calédoniennes de voter le 8 novembre 1998 pour le oui aux accords de Nouméa. Des accords qui ont été conçus en douce, contre l'intérêt des populations, en catimini entre une dizaine de cerveaux torus, de mecs assoiffés de pouvoir, de représentants des grandes familles pour le partage des richesses du territoire, et aujourd'hui ils demandent aux gens de dire oui, d'applaudir des deux mains, d'accepter leur magouilles. Les Calédoniens sentent bien que l'on se fout d'eux. On fait des trucs dans leur dos et on leur demande d'approuver. En plus, rien n'est clair dans ces accords. C'est un véritable chèque en blanc que les politiques exigent de la population.

Un véritable chèque en blanc

L'État français est le manipulateur en chef, il dit aux indépendantistes : avec ces accords, on garantit votre souveraineté. Faux ! L'État achète la souveraineté des Kanaks, par la construction du Centre Culturel Jean-Marie Tjibou (c'est la réplique de l'exposition coloniale de 1931 de Paris où cent onze Kanaks furent amenés de Calédonie et exhibés comme des animaux devant un public friand d'exotisme). Ce sanctuaire dédié à l'identité Kanak et à la gloire du petit timonier indépendantiste a coûté plusieurs milliards de francs et son budget de fonctionnement annuel sera de 650 millions de francs. Certains chefs indigènes trouvent la plaisanterie de mauvais goût. C'est de la caricature. On s'est moqué des indigènes. Aussi personne n'est surpris quand des cases construites par la municipalité de Nouméa pour les touristes japonais et australiens brûlent la nuit les unes après les autres. Les représentants du gouvernement laissent croire qu'au bout de la période de transition, c'est l'indépendance assurée. À l'inverse, l'État dit aux pro-français, les Caldoches : grâce aux accords, nous vous assurons la stabilité politique pendant 20 ans.

Après vous pourrez toujours rester français. Il y a trois référendums prévus pour cela. L'État, c'est le faux cul. Il dit tout et son contraire. Lafleur, le chef des Caldoches a signé ces accords. Au départ, il n'était pas pour que cela se passe aussi rapidement, je vous rappelle que la discussion a duré une semaine seulement. Mais Chirac et Jospin veulent se débarrasser de la Calédonie et l'ont obligé à signer (il a tellement de casseroles fiscales derrière lui). Tous ne sont pas nets. Le gouvernement a fait pression pour qu'il cède. Lafleur maintenant est donc partisan du oui. Plus royaliste que lui tu meurs. Réunions sur réunions, il dit aux Caldoches de voter oui s'ils veulent avoir la paix. Sinon gare aux événements, rappelez-vous 1984 et 88 et 89. Si tu comprends pas, c'est que tu es un demeuré et un con sic, il l'a écrit et le répète à la télé. Ses partisans hésitent, ils voient bien que tout est flou donc suspect mais ils voteront oui, par peur du retour aux affrontements entre les ethnies et la peur des représailles. Ses tontons macoutes sont présents partout... À la S.L.N Société Le Nickel, unique usine du territoire, le syndicat Usoenc proche de la C.F.D.T et l'U.S.T.K.E., syndicat des indépendantistes, règnent en maître, ils veilleront à ce que les salariés votent dans le bon sens. Mon ami René, Métropolitain qui travaille depuis 20 ans dans cette boîte, m'en raconte des pas tristes sur les syndicats. Par exemple, ce sont eux qui contrôlent les embauches, qui permettent les promotions, qui exigent le renvoi de tel ou tel.

En Nouvelle-Calédonie : d'un côté, il y a la presse Hersant à la botte de Lafleur, et de l'autre, les indépendantistes révolutionnaires nationalistes et les agents du gouvernement social-démocrate de Jospin avec la télévision d'état. Donc, l'information ne circule plus.

Albert, un anarchiste au pays des bleus à l'âme

LA FRANCE VA SIGNER LA CHARTE SUR LES LANGUES REGIONALES



Ils les ont tous signés. Jospin est venu à Nouméa pour parapher les textes et les députés français ont dit oui à la quasi unanimité. Apparemment ça baigne. Mais en y regardant de plus près, quelle caverne d'Ali Baba !

Une démocratie à plusieurs niveaux, une justice à deux étages selon que vous soyez natif de l'île de beauté (une autre) ou non, avec ceux et celles qui auront le droit au travail et les autres qui passeront après (Priorité à l'embauche locale), sont le résultat de leur cogitation.

Les accords de Nouméa sont une tarenbouille faite de démocratie à l'algérienne, d'un zeste de social-démocratie à la française et une grosse louche de république bananière comme dans le Pacifique ou l'Amérique centrale (Lafleur a un surnom : Marcos), où seuls auront le droit de voter les résidents présents depuis plus de dix ans en Calédonie. Les autres, les moins de dix ans de séjour, auront droit de se taire, de venir investir et de payer des impôts. Pas voter, c'est pas grave, mais le pire c'est le non droit au travail pour tous ou le droit au travail pour les seuls habitants de l'île, les autres, les immigrés, les expatriés, s'ils sont pas content, il y a d'autres îles dans le

La vie d'Alexandre Marius Jacob

L'HISTOIRE, L'HISTOIRE RÉELLE, EST COMME UNE PÂTE continue qui se fait au jour le jour par des femmes et des hommes qui espèrent, souffrent, désirent, réussissent, se trompent, réfléchissent, luttent, aiment, agissent... Mais l'histoire sur laquelle nous nous penchons, celle qui nous reste de ces rêves et de ces actions, de ces réussites et de ces échecs, celle qu'on se transmet, est l'histoire que nous ont légués, par leurs écrits, une infime partie des acteurs et des témoins. L'histoire des mouvements populaires plus encore, car combien de ses témoins, combien de ses acteurs étaient des gens de plume? Certes, les idées, les idéaux restent : ces mouvements portaient en eux bon nombre de théoriciens et de conférenciers qui partageaient ces aspirations, souvent jusque sur les barricades ou dans les geôles...

Même si elle eut ses Michel Bakounine, Voline, Emma Goldmann, Gaston Leval, Louise Michel (pour n'en citer que quelques uns), l'histoire de l'anarchie échappe peut-être moins que d'autres encore à cette mémoire sélective ; c'est qu'elle est plus que toute autre une histoire de liberté, une histoire d'individus.

Parmi eux combien qui n'ont pas attendu les grands mouvements de l'histoire pour incarner radicalement dans le quotidien d'une vie de prolétaires, de pauvres, voire de marginaux ou de réprimés, l'insolente et joyeuse exigence d'une vie pour laquelle les principes et les audaces de la pensée libertaire sont plus qu'une utopie? Combien de vies brûlantes de libertés, riches d'exigence et de détermination, pleines comme un beau fruit mûr d'actions et de solidarités que l'histoire continuera d'ignorer?

On doit à Bernard Thomas de nous raconter l'aventureuse et magnifique vie d'un de ces héros de l'anarchie pour qui le quotidien, l'action et les principes ne font définitivement et radicalement qu'un.

Le souffle d'une vie

Mousse à douze ans, déserteur une première fois de l'inhumaine exploitation de la « marchande », une seconde fois du criminel parasitisme de la piraterie, Alexandre Marius Jacob, jeune adolescent déjà instruit de la dureté et de l'injustice de ce monde va devenir arpète, sauteur-ruisseau, ouvrier et découvrir dans les belles et généreuses propositions anarchistes le reflet de sa soif de justice et de fraternité. Jeune, énergique, enthousiaste, adepte de la propagande par le fait, il découvrirait aussi le zèle mesquin et imbécile d'une police encore plus acharnée à persécuter les hommes épris de liberté, leurs familles et leurs proches qu'attentive à faire régner la paix des bourgeois. Alors, comprenant que la guerre sociale n'est pas une image de propagande, un argument de meeting pour faire vibrer le public, une métaphore héroïque pour galvaniser les troupes militantes ou une formule rhétorique de billettiste, Alexandre Marius Jacob, opiniâtrement, résolument, raisonnablement, entre en guerre.

Ne jamais capituler

Il lève des troupes, dresse des plans, lance des batailles, organise une intendance, assure des replis, prépare des arrières. Ses ennemis : les officiers, les magistrats, les rentiers. Ses champs de batailles : les châteaux, les salons, les coffres. Ses

armes : La pince, le passe-partout, l'échelle de soie. Son objectif redistribuer les richesses dérobées au peuple par la caste des propriétaires et ses séides, abattre la propriété bourgeoise. Après plus de cent cinquante victoires, comme pour Spartacus, comme pour Kronstadt, comme pour Makhno, comme pour nos camarades espagnols viendra le temps de la défaite; pour Alexandre Marius Jacob, celui du bain. Mais se sera une défaite de guerrier : celle d'une bataille, pas celle d'un homme. Et la guerre reprendra de plus belle. Contre l'imbécile justice d'une classe de repus apeurés, contre l'ignominie criminelle de l'administration pénitentiaire, contre l'arrogance sadique de la chiourme, contre la veulerie des codétenus. Ne pas capituler, ne pas se soumettre, jamais! Rester un homme libre, un homme debout, pour soi et pour les compagnons d'infortunes; autrefois ceux des rues et des galetas de prolétaires, maintenant ceux des fers...

Puis viendront les années hors du bain. Celles des dernières batailles, mais surtout celle des amitiés, celles des amours, toujours avec la même joyeuse détermination d'une vie d'homme libre, d'une vie de libertaire qui sait, par chacun de ses désirs, chacun de ses actes, jusqu'à l'ultime, que la liberté ça se vit, ça se choisit, ça se défend.

Bernard Thomas ne fait pas que nous rendre les espoirs, les souffrances, les désirs, les combats d'un homme déterminé et épris de liberté. Il nous restitue aussi, avec un talent rare, une époque, une histoire, les petites d'une bourgeoisie (Ah! cette phrase : cela, les lecteurs du Figaro payent leur gazette pour l'ignorer), les errements, les erreurs, les victoires et les évolutions des mouvements populaires. Il nous restitue cette histoire sans laquelle nos aspirations, nos désirs, nos luttes resteraient orphelins des expériences de ceux qui les incarnèrent avant nous. Merci à lui.

Jean, groupe Maurice-Joyeux (Paris)
Les vies d'Alexandre Jacob, éditions Mazarine, 365 p., 120 F.



Itinéraire d'un homme libre

L'EXISTE, DANS LE MONDE DE l'édition, un objet rare et étrange : le mélange. Il s'agit de la réunion de textes de spécialistes, de critiques, d'amis, consacré, de son vivant, à un auteur. Cet objet tient à la fois de la critique de l'œuvre, de la biographie de l'homme et du salut amical de personnalités rencontrées par l'auteur tout au long du cheminement d'une vie et d'une œuvre...

Celui que les éditions Plein Chant consacrent à Michel Ragon est peut-être plus rare encore que de coutume.

Si l'œuvre est déjà d'une richesse et d'une étendue exceptionnelle : critique d'art et d'architecture moderne de renommée internationale, spécialiste de la littérature prolétarienne, historien du peuple, romancier, poète, essayiste, la vie de l'homme possède la même richesse et la même étendue. Bien souvent une œuvre s'explique, ou s'éclaire, par l'itinéraire de l'homme. Avec Michel Ragon il n'est plus question d'explication à posteriori ni d'éclairage rétrospectif, mais d'une construction de soi solidement et opini-

èrement entreprise à partir du désir de connaître et de la volonté de comprendre, étayée par une inextinguible exigence de liberté et une inébranlable et généreuse foi, non en l'Homme et en l'Histoire, mais en les hommes et en leurs histoires.

On serait tenté de parler « des vies » de Michel Ragon : ouvrier, bouquiniste, compagnon de routes, de recherches et de combats des Poulaille, Lecoin, Soulages, Joyeux, Atlan et autres COBRA, critique d'art, éditeur, écrivain... Mais il y a, il n'y a qu'une seule vie : celle d'un

Fête du livre
dimanche 18 octobre
à 13 heures avec Bernard Thomas
auteur de « Les vies d'Alexandre Jacob »,
à 16 heures avec Michel Ragon
à qui la revue « Plein Chant » vient de consacrer un numéro.
Librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot, 75011 Paris.

autodidacte qui prouve, comme on prouve la marche en marchant, que l'intelligence et la lucidité, l'enthousiasme et l'humanisme sont les plus beaux et les plus féconds fruits de la liberté et de la générosité.

Ce mélange est la rare occasion de rencontrer un homme libre, assez libre pour ne pas se laisser subjugué par l'institution et devenir critique et historien sans passer par les

grandes écoles; assez libre pour savoir que la liberté n'a pas à choisir son camp, jamais, pas plus entre jacobinisme ou monarchisme (Les mouches rouges de Cholet) qu'entre bolchevisme ou capitalisme (La mémoire des vaincus).

Jean, groupe Maurice-Joyeux (Paris)

Plein Chant 64-65, 152 p., 90 F.

dans la toile

Cette fois, je n'ai pas eu le temps de surfer beaucoup mais, comme de nombreuses personnes me l'ont demandé, je livre quelques adresses syndicales et associatives.

La C.N.T. de la rue des Vignoles a refait une beauté à son site, a changé d'adresse (<http://cnt-f.org>) et d'e-mail (cnt@cnt-f.org). Elle n'est pas la seule organisation syndicale à s'exposer sur le net, aussi pourrez-vous visiter au hasard des insomnies ou des conflits et en fonction de vos goûts les sites de la C.G.T.-FO (<http://www.force-ouvriere.fr>), de la C.G.T. (<http://www.cgt.fr>), de la C.F.D.T. (<http://www.cfdt.fr>), de la C.G.C.-C.F.E. (<http://www.cgc.fr>), de la F.E.N. (<http://www.fen.fr>), de la S.A.G.E.S. (<http://assoc.wanadoo.fr/sages>) ou, dernière de cette liste mais pas la moins active des organisations syndicales, du C.N.P.F. (<http://www.cnpf.fr>).

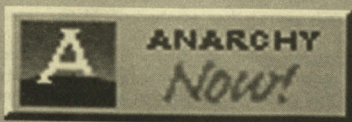
Du côté des sans-papiers, pas de grande nouveauté, voici les deux adresses les plus utiles : le Collectif de Soutien des Homos sans papiers (<http://perso.wanadoo.fr/byzance/cshsp.html>) et les sans-papiers de Saint-Bernard (<http://www.bok.net/pajol/>) et leur indispensable liste de diffusion.

Pour rester informé, une agence de presse différente : AGIIT (<http://altern.org/agiit>) gérée par notre compagnon Casquette.

Spécifiquement internautes, sur IRIS (Imaginons un Réseau Internet Solidaire) vous trouverez toutes les

infos sur les Assises de l'Internet non marchand et solidaire (<http://www.iris.sgdg.org/>). Sur Uzine (<http://www.mygale.org/09/uzinel>), en plus de l'insusable Manifeste du Web Indépendant vous trouverez toute l'actualité utile sur le web francophone. Si vous désirez créer votre propre liste de diffusion, deux adresses selon que vous désirez la gérer vous-même (<http://www.eGroups.com>) ou que ça vous gâve (<http://www.minitelorama.com/~alain>). Enfin, une petite info radiophonique pour les Parisiens, à partir du samedi 10 octobre (je sais, je vous préviens un peu tard mais je n'ai eu la confirmation qu'une heure avant mon intervention) toutes les quatre semaines, vous pourrez me retrouver aux alentours de 16 h 35 sur Aligre FM (93.1 Mhz). A bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
Email: bek_ml@hotmail.com



CINEMA

Chat noir, Chat blanc.

Emir Kusturica

SI RABELAIS VIVAIT ENCORE aujourd'hui, il irait à coup sûr trouver les gitans folingues de Kusturica pour se taper sur les cuisses et se saouler avec eux. Kusturica a ramené de Venise un Lion d'argent sur son opus truculent et délirant sur son « pays » et ce qu'il en reste. Par exemple des cochons qui n'aiment que des voitures rouillées, des gouteurs de gazole et d'autres types pas très nets.

La génération des pères est foutue. Traficants, dealers de toutes sortes, cocainomanes pas fiables, ils font la traite des enfants et vendent de l'humain pour un dollar de moins. Leurs alliances rappellent la politique des Habsbourg qui arrangeaient leurs problèmes de frontière par un petit mariage. Seul les liens entre grands-pères et petits enfants sont des plus chaleureux et résistent à tout. La fulgurante décomposition des liens sociaux devient une

déconfiture rigolarde dont tout le monde se relève, intact! Seul le méchant va se vautrer dans la « merde » et après tout, il l'a bien mérité! Un manifeste pour la vie. Une marge qui transmet énergie et vitalité. C'est un film fort où l'on rit trop fort où l'on vit trop fort et où il fait bon de faire plier le fort en riant.

Heike Hurst
(Fondu au Noir - Radio libertaire)



LECTURE

Rouge c'est la vie

Thierry Jonquet

SI L'ON EN CROIT LA PRESSE littéraire, la commémoration de Mai 68 n'a pas fait un tabac chez les lecteurs. Et pourtant c'est une vraie avalanche de livres qui a été publiée pour ce trentenaire, Un amour rouge en fait partie. Son auteur, Thierry Jonquet plus connu pour ses polars Mygale, le Pauvre nouveau est arrivé, Moloch, livre ici un roman à fortes connotations autobiographiques sur ses années 68-73...

À travers le pourquoi de la formation du couple Victor et Léa, ce sont deux itinéraires très différents qui sont narés : un lycéen engagé chez les trotskistes

de Lutte ouvrière et une lycéenne rentrée dans le mouvement sioniste-socialiste Dror. En fait deux échecs et deux amertumes. Ainsi Victor, jeune lycéen, touché par la grâce de Mai 68, ne s'est engagé ni chez les anars « pas sérieux » car « opposés à toute forme d'organisation centralisée... », ni chez les maos trop ridicules mais chez les trotskistes. Et premier lieu dans les cercles des sympathisants de Lutte Ouvrière.

Jonquet règle ses comptes avec L.O. des années 70. Mais son fonctionnement a-t-il beaucoup changé depuis? Ne sont pas épargnés aux lecteurs : le culte de la clandestinité totalement dérisoire voire

stupide, l'embrigadement, l'ambiguïté sexuelle du « tuteurage/accrochage », l'ouvriérisme pour la piétaille, les cadres clandestins se chargeant de la stratégie...

Victor décrochera de la « Secte », suite à une poignée de main, innocemment tendue à sa « tutrice militante » lors d'une vente de L.O. devant le lycée où elle professe. Son mentor féminin lui ordonnant peu après « de ne plus lui faire courir de risques » : son entourage professionnel n'étant pas au courant de ses positions engagées! Dégoûté devant un tel comportement à cent lieues des « Nous ne craignons pas la torture, ni la mort! » claironnés lors des meetings, il rejoindra les militants de la Ligue communiste, qui vit alors sa période gauchiste.

Et puis ce sera la rencontre avec Léa sous fond de dialogue inoubliable (!) : « c'est Rouge? », « oui c'est rouge ». Effectivement faire le même jeu de mot avec le Monde libertaire lors d'une vente à la criée, c'est dur!

Le principal intérêt de ce roman est bien de décrire noir sur blanc ce qui transpire du fonctionnement de L.O. surtout sous fond de PACS entre Arlette et Krivine, en vue des élections européennes de 1999!

Jimma. - groupe Albert-Camus (Toulouse)

(1) Editions Seuil, 95 F.

(2) Pour la description de l'intérieur de la Ligue, « 68-98, Histoire sans fin » vient de sortir par un ex-LCR, passé au PS-tendance « gauche socialiste », Gérard Filoche, Ed Flammarion 110 F.

à la petite semaine

Le génie méprisé

En décembre 1996, un éditorialiste impartial du Figaro n'hésita pas, après relecture des œuvres complètes d'Alain Peyrefitte, directeur général du Figaro, à qualifier ce dernier, dans les colonnes du Figaro, de nouveau Tocqueville.

Quelques mois auparavant, un collaborateur régulier du Figaro, parmi les plus objectifs, estimait dans le Figaro que le rayonnement de la pensée d'Alain Peyrefitte, directeur général du Figaro, était digne d'un cerveau égal à ceux de Beethoven et d'Einstein réunis.

Entre ces deux appréciations de fins lettrés au don d'observation aigu et au jugement critique avisé, un troisième journaliste du Figaro, d'une rare objectivité, sut discerner en la personne de Franz-Olivier Giesbert, directeur de la rédaction du Figaro, une sorte de Spinoza contemporain. Il n'avait d'ailleurs pas hésité à l'écrire dans le Figaro.

Ces jours derniers, un rédacteur du Figaro littéraire, à qui rien de ce qui est sublime dans le monde des lettres de saurait échapper, rendait justice, à l'occasion de la parution de son dernier ouvrage, à Jean d'Ormesson, compagnon de route permanent du Figaro littéraire, du Figaro magazine et du Figaro, saluant en cet écrivain considérable non seulement « sa sûre érudition, sa netteté de vue, son sens du portrait, de la formule et du raccourci, son originalité », autant de qualités déjà maintes fois constatées chez ce géant des lettres, mais aussi et surtout, en un mot, son « génie ».

C'est dire si les membres d'un jury honnête qui aurait à décerner une prestigieuse distinction littéraire internationale sont là en présence de lauréats tout désignés. Hélas, après avoir récompensé l'an passé un bouffon italien anarchisant, un groupuscule de Suédois incultes prétendant distinguer le talent depuis les brumes du Nord vient à nouveau de tourner le dos au génie civilisateur universel, français et de droite par définition, en attribuant le prix Nobel de littérature - j'ose à peine l'écrire - à un Portugais communiste!...

Floral

copinage

Deuxième édition des **Nuits blanches pour Chansons noires** les 6 et 7 novembre à 20 h 45 au Train Théâtre de Portes-lès-Valence (26), avec Bernard Meulien et Lény Escudero (le 6), Jean-luc Debattioce, Henri Tachan et Casse-pipe (le 7). Le 6 : 150 F ; le 7 : 150 F (avec repas) ; les deux séances : 250 F. Réservations : 04 75 57 14 55. Présence d'une table de presse de la librairie la Plume noire lors des deux soirées.

Tout ça n'empêch' pas Nicolas qu' la Commune n'est pas morte! est le titre d'une exposition accompagnée de films, chansons, etc. jusqu'au 25 octobre à l'Espace Louise Michel, 42ter, rue des Cascades (Paris 20^e). Ouvert du mercredi au dimanche de 14 à 18 heures.

CHANSON

Uomo Solo

Alain Marcadé chante Léo Ferré. Les poètes meurent mais la poésie reste vivante car il y a toujours des individus pour reprendre le flambeau, faire vivre les textes de Rimbaud, Prévert ou Ferré. Depuis le décès de Léo Ferré, on ne compte plus les reprises de ses textes et chansons, les spectacles ou les disques, de Mama Béa Tekielski à quelques groupes punk-rock, avec plus ou moins de bonheur. On réédite le « Testament Phonographique », un projet de CD d'entretiens de Léo Ferré devrait aboutir, un CD-Rom, des festivals ont lieu... preuves par dizaines que sa poésie vit et touche un public pas uniquement composés de Fans. Alain Marcadé vient du théâtre, il a été tour à tour régisseur, comédien, metteur en scène, mais la chanson a, chez lui, une place à part, tout comme Ferré qu'il écoutait encore enfant lorsqu'il passait ses vacances chez sa grand-mère.

Aujourd'hui, et après deux ans à peaufiner son spectacle, Alain Marcadé présente « Uomo Solo ». Spectacle où il chante Ferré accompagné de musiciens hors pairs. Alain Marcadé a plutôt choisi dans les vieux titres de Léo, et a pioché les titres les plus poétiques pour les faire revivre de façon forte mais sans démesure. Il réussit ce rêve ancien de « faire partager ses coups de gueule, ses émotions, son infinie tendresse ». Musicalement, car le côté musical est primordial, il faut saluer le travail d'arrangement d'Emmanuel Delaire (qui a travaillé avec Steve Lacy et Michel Pétrucciani) qui a su donner un côté jazz aux chansons de Léo Ferré. Un jazz riche, allant parfois vers la musique tzigane ou ethnique. « Uomo Solo » se trouve être un véritable travail de re-création, sans trahir du tout l'univers du poète-musicien. Lorsque Alain Marcadé est passé à Rouen, au Théâtre de l'Atelier, il a fait salle comble durant les trois soirées (signe que le bouche à oreille avait fonctionné) d'autres dates sont prévues, mais vous pouvez le contacter pour en savoir plus, ou éventuellement faire passer son spectacle, au Théâtre Albatros 5 rue de l'Andelle, 27460 Alizay.

Jean Pierre Levaray

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHZ

jeudi 15 octobre à 18 heures :

Ci Vis Pacem : le congrès de l'UPF.

jeudi 15 octobre à 20 h 30 :

Microclimat : avec le Réseau Voltaire.

samedi 17 octobre à 10 heures :

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier : avec Gérard Lorne, auteur de « Du Rouge au Noir ».

samedi 17 octobre à 11 h 30 :

Chronique syndicale : Les parutions récentes sur l'action syndicale (Fête du livre).

mercredi 21 octobre à 10h 30 :

Blues en liberté : Jimmy Reed, l'un des bluesmen les plus copiés par les Stones (à leurs débuts).

LYON

Forte mobilisation contre l'alliance Millon-FN

PRES DE 20 000 PERSONNES ont défilé durant plusieurs heures dans les rues de Lyon le samedi 3 octobre afin de dénoncer la gestion du conseil régional Rhône-Alpes par la coalition de la droite de Millon avec le Front national. Une manifestation d'ampleur régionale puisque de nombreux bus sont venus de tous les départements environnants. L'enjeu dépassait même le contexte régional en faisant office d'exemple et de première manifestation test pour l'ensemble des régions gérées par des alliances droite/extrême-droite. C'est ce qui explique la présence de certains notables d'envergure nationale tel Jack Lang du Parti socialiste qui jouait des coudes derrière la banderole de tête afin d'être bien en vue des journalistes. Tout ce que la gauche compte de plurielle, des associations antiracistes gnan-gnan (SOS Racisme en tête) et humanistes aux syndicats en passant par les partis politiques de la l'alliance gouvernementale (P.S., P.R.S., M.D.C., Verts, P.C.F.) à l'extrême-gauche, s'étaient donné rendez-vous derrière le très unitaire « Millon démission! ». Déjà le matin même, lors des forums organisés par le comité de vigilance contre l'extrême-droite à la Bourse du travail et où près de 700 personnes étaient présentes, un des organisateurs se félicitait « d'avoir appris à des gens plutôt conservateurs à travailler avec des gauchistes, des novices en politique avec des élus ». En effet, se côtoyaient dans le même dynamique des élus R.P.R. en rupture avec Millon et des militants trotskistes de la L.C.R. L'arc républicain est vraiment très large lorsqu'il s'agit de la lutte pour le pouvoir!

Contre le fascisme et la misère, c'est la lutte sociale qui est nécessaire!

Placé en milieu de manifestation, un important bloc libertaire composé des cortèges du Scalp-Reflexes, de l'Union régionale Rhône-Alpes de la Fédération anarchiste, de la C.N.T. et auxquels s'était joint le comité indépendant de chômeurs ainsi que les sans-papiers était là pour rappeler que nous ne sommes pas dupes, derrière les proclamations antifascistes affichées, de la lutte pour le pouvoir menée par la gauche au niveau régional ainsi que de sa politique économique et sociale désastreuse sur le plan national.

BELGIQUE

On ne peut pas emprisonner toute la misère du monde

DIMANCHE 4 OCTOBRE, à Vottem (près de Liège), une dizaine de milliers de personnes ont manifesté pour réaffirmer leur exigence de la suppression des « centres fermés pour étrangers illégaux » ainsi que l'arrêt de toutes les expulsions de sans-papiers. Rappels qu'en Belgique, six centres de ce type existent, dont un seul dans la partie francophone du pays, celui de Vottem, qui bien qu'ayant ouvert ses portes le 1^{er} septembre est toujours vide... et que l'objectif du gouvernement est d'expulser, pour 1998, 15 000 personnes.

Affrontements avec la gendarmerie

À la fin de la manifestation, aux abords du centre fermé, une moitié des participants s'est retrouvée devant le podium pour écouter de la musique (???) et des discours, pendant que l'autre moitié tentait, en vain, de pénétrer dans les locaux de cette véritable prison pour sans-papiers qu'est un centre fermé. Les affrontements y furent rudes et la gendarmerie y avait mis tous les moyens : quatre autopompes, des dizaines d'hommes casqués qui utiliseront notamment des gaz lacrymogènes.

Cette journée est, sans doute, un tournant dans l'alliance objective qui réunissait depuis quelques mois, sur le terrain, les collectifs de résistance (partisans de la désobéissance civile et de l'action directe) et le « monde associatif » belge extraordinairement imbriqué dans la gestion, par l'État, des problématiques sociales.

Il faut que tout bouge pour que rien ne bouge

Précisons qu'au même moment, le gouvernement, en conseil des ministres, et suite à l'émotion qu'a suscitée, dans le pays, la mort de Sémira Adamu, tentait de redonner une légitimité populaire à sa politique contre les réfugiés. Et de cette montagne, il n'accoucha que d'une souris : l'« humanisation » des procédures d'expulsion.

En bref, le gouvernement ne changera pas sa politique contre les sans-papiers mais fera un certain nombre de retouches « humanistes » acceptables. Parmi celles-ci : la possibilité pour les O.N.G. et le monde associatif ou para-associatif dûment accrédités, d'avoir un « droit de regard » plus important aux différents stades et dans les différents lieux de la procédure de refoulement des demandeurs d'asile... l'emprisonnement dans les centres fermés sera ramené de 8 à 5 mois...

Bien sur, l'arrivée de fascistes notoires au pouvoir ne peut laisser personne indifférent. Les anarchistes ne sous-estiment pas les régressions sociales que le F.N. impulse dès aujourd'hui à Vitrolles, Marignane, Orange et Toulon. Il est clair que la présence du F.N. dans les conseils régionaux de quatre régions ne peut que démultiplier ses capacités destructrices de tous liens sociaux et de solidarités. Pour autant nous sommes convaincus de l'incapacité de la droite comme de la gauche plurielle à développer une dynamique sociale pouvant éradiquer cette gangrène. Leur responsabilité dans le développement des injustices et des inégalités économiques et sociales est trop évidente. C'est pour cela que nous avons rappelé au cours de cette manifestation que la lutte contre le F.N. c'est aussi un combat contre toutes les lois racistes qui se concrétise par une solidarité active avec les sans-papiers. Une lutte globale contre la précarité et la misère générées par le système capitaliste et qui font le lit du fascisme.

Soutien au Monde libertaire

Mais cette manifestation était aussi, pour les militants de la Fédération anarchiste la bonne occasion de rappeler à tous les ennemis que connaît notre hebdomadaire, *le Monde libertaire*, et les écarts entre le discours et la pratique du Parti socialiste. Comment pouvait-il être plus facile de mettre mal à l'aise les militants du P.S., qui s'étaient mobilisés en nombre, que de leur rappeler qu'aujourd'hui ils défilent contre le F.N. un membre de leur parti aide à la construction d'une chapelle intégriste à Noisy-le-grand et attaque en justice ceux qui dénoncent cette pratique.

Pour cela une immense banderole fut déployée, avec distribution d'un supplément au journal consacré en partie à l'affaire, tout du long de la manifestation et à la vue de tous les manifestants (voir photo de une). Si certains faisaient franchement la tête d'autres nous applaudirent et nous témoignèrent leur sympathie et leur soutien. Une bien belle journée pour le mouvement libertaire qui témoigne avec nombre et énergie qu'il fallait ne pas l'oublier dans la grande course à la transformation sociale.

David. — groupe Durruti (Lyon)



A G E N D A

vendredi 16 octobre

NEVERS : Début du Festival libertaire « C'est arrivé près de chez nous » (du 16 au 21 octobre) organisé le Collectif Y'en a Marre au Café Chabon (10, rue Mlle Bourgeois). A 19 heures débat sur « culture sous influence ? » puis à 21 heures spectacle musique (30F).

samedi 17 octobre

NEVERS : Toujours dans le cadre de « C'est arrivé près de chez nous » à 15 heures intervention de Candy des gadouzes (jonglerie diverses) en centre ville, à 17 h 30 au café Chambon débat sur « Notre vert pays ne sera pas le brun pays des fachos », vers 20 heures apéro et à 21 heures concert avec TOC, TRONX et les Faucheurs de marguerite (35F).

PARIS : À l'appel de nombreuses organisations, un rassemblement aura lieu devant la salle de la mutualité à midi pour riposter à la « Journée internationale pour la vie » organisée par une dizaine d'associations anti-avortement.

PARIS : La librairie du *Monde libertaire* organise une **Journée sur l'Algérie**, avec les éditions ab irato, la revue Maintenant... Projection à 14 heures du documentaire « 17 octobre 1961 » ; à 15 heures, débat avec J-L Einaudi, auteur de « La Bataille de Paris » ; à 16 heures, débat sur Saïl Mohamed avec Sylvain Boulouque ; à 17 heures, débat avec Gérard Lorne, auteur du livre « Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valise », au 33, rue des Vignolles (Paris 20^e) dans le cadre d'une journée sur la guerre d'Algérie.

dimanche 18 octobre

NEVERS : « C'est arrivé près de chez nous » continue avec à 15 heures au café chambon une rencontre « pas d'argent entre nous » à propos des SEL et à partir de 18 heures un apéro musik avec Almarita.

Lundi 19 octobre

LYON : Action pour les transports gratuits pour les chômeurs à 16 h 30 place Guichard à l'initiative du CRI (Chômeurs-précaires et solidaires en Révolte contre l'Injustice).

mardi 20 octobre

LIÈGE : Le Café Politique invite « Chômeur, pas chien! ». L'association « Chômeur, pas chien! » ne cible pas en priorité le « droit au travail » : si le travail humain devient progressivement inutile à la production, ne faut-il pas assurer le droit de tous à bien vivre, quel que soit le rapport de chacun au travail salarié? Contact : Ingrid Muller (087/37.63.70 ou 04/344.58.88).

NEVERS : « C'est arrivé près de chez nous » avec à 19 heures un débat sur « démocratie et agriculture ou démocratie en jachère ? » dans le cadre d'un repas paysan en musique au café Chambon (attention : sur réservation).

POITIERS : À l'initiative de la F.A. et du syndicat interco C.N.T., **conférence-débat** sur le thème « l'Anarchisme : une politique alternative pour la transformation sociale », à 20 heures à la salle Timbaud, maison du peuple, rue Saint-Paul.

mercredi 21 octobre

ANGERS : Le groupe Malatesta de la F.A. vous invite à une réunion publique sur la gauche et le changement dans la continuité : « Jospin, 35 heures, sans-papiers », 20 h 30 à l'Étincelle, 26 rue Maillé.

NEVERS : « C'est arrivé près de chez nous » prend fin avec un spectacle pour enfants « La malle » à 14 h 30 au café Chambon (10 F).

vendredi 23 octobre

MONTPELLIER : Le groupe Un Autre futur de la F.A. vous invite à une **projection-débat** sur la peine de mort aux États-Unis au travers du cas Mumia Abu Jamal à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne d'Arc.

vendredi 23 octobre

PARIS : Débat à 19 heures à la librairie du *Monde libertaire* (145, rue Amelot, 11^e) avec Michel Auvray autour de son dernier livre « L'âge des casernes, histoire et mythes du service militaire ».